LES TECHNICIEN·NE·S ET CADRES PAIERONT L'ADDITION

Devant l'exigence sociale exprimée par le mouvement des gilets jaunes, le Président de la République et le gouvernement tentent de mettre un terme à ce mouvement par différents moyens.

Répression d'un niveau inédit depuis plusieurs décennies dans notre pays

- Distribution de quelques miettes en matière de pouvoir d'achat pour les foyers les plus modestes, sans toucher aux mesures prises en faveur des plus fortunés... ni à celles accordées sans contreparties aux entreprises à travers le CICE.

- Renoncement à l'augmentation des taxes sur les produits pétroliers prévue pour 2019... mais sans remettre en cause le sacro-saint principe des 3% de déficit de l'Etat; les dépenses publiques devront donc baisser et c'est les services publics qui trinqueront.

- Lancement d'une «grande consultation nationale»... mais encadrée par les orientations ultra-libérales assumées par E. Macron depuis le début de son mandat; les membres du gouvernement n'ont de cesse de le rappeler: on vous consulte mais pour mieux appliquer notre politique.

Les revenus : seule variable d'ajustement

Dans ces conditions, la seule variable disponible pour le gouvernement reste les revenus des salarié·e·s et retraité·e·s des catégories dites «intermédiaires», présentées comme des catégories aisées. Qu'il s'agisse de la CSG ou de la taxe d'habitation, ceux-là pourront payer! Le tour de passe-passe consiste à présenter comme mesure de justice sociale, et même de solidarité, une «redistribution»... qui épargne les plus riches. Ils continueront de bénéficier de la «flat tax» qui plafonne l'imposition du capital à 30% et de la suppression de l'impôt sur la fortune!

Les ICT dans la catégorie des «privilegiés»?

La supercherie consiste alors à présenter comme catégories «privilegiées», des retraité·e·s dont la pension s'élève à plus de 3 000 € pour un couple, ou des

salarié·e·s qui, par leur niveau de qualification ou leur nombre d'heures de travail, bénéficient d'un salaire un peu plus décent que la moyenne. Contrairement aux propos du Président de la République sur la «valeur travail», propos qui tournent parfois à l'injure vis-à-vis des salarié·e·s privé·e·s d'emploi, ce ne sont pas les fruits du travail qu'il choisit d'épargner, mais ceux de la rente financière.

Ce ne sont pas les fruits du travail qu'il choisit d'épargner, mais ceux de la rente

Seule mesure que les entreprises ont été invitées à prendre... si elles le voulaient bien : la prime de Noël (exonérée des cotisations et impôts). Même philosophie: l'encadrement et une bonne partie des technicien·ne·s en ont été exclu·e·s, et dans nos secteurs, les autres catégories n'ont même pas bénéficié du maximum prévu.

La CGT a décidé de ne pas en rester là. Elle mènera campagne et proposera d'agir au sein de nos entreprises sur la question des salaires. C'est le sens des appels à l'action de ce début d'année. C'est forte d'un climat revendicatif nouveau qu'elle entend intervenir au sein de la «consultation nationale» pour y faire entendre la voix des salarié·e·s.

Pour la CGT et son UGICT, hors de question d'amalgamer les technicien·ne·s et les cadres aux catégories «privilegiées» de ce pays. La revendication du Smic à 1 800 € va de pair avec la revalorisation de l'ensemble des salaires de l'ouvrier au cadre. ■